

requêtes de son propre parti. Il est vrai qu'au sein du Conseil de sécurité, les États-Unis ne veulent pas répéter le syndrome somalien (pourtant les africains ne leur demandent pas d'envoyer les marines, mais plutôt une force interafricaine comme l'a précisé à Washington l'Ambassadeur américain au Burundi témoin des carnages), puisque le premier ministre Nduwayo menace de s'en prendre à quiconque s'interposerait. Dans l'entrefait, le tribunal militaire burundais²⁵ amnistie la poignée de militaires d'entre ceux qui ont conduit le sanglant coup d'État contre le président N'dadaye, et qui perpétuent le coup d'État larvé actuel, et récemment le régime a interdit la presse libre. Pour clore l'affaire on s'était empressé d'assassiner en prison certains de ceux qui avaient osé faire des révélations sur ce putsch. Dans leur raidissement, les militaires burundais sont viscéralement opposés à un stationnement des troupes au Zaïre du président Mobutu comme le proposait le Secrétaire général de l'ONU. Les militaires font plutôt valoir que le calme règne n'eurent été les troubles fomentés par les rebelles...²⁶ Leur stratégie consiste de plus en plus à identifier les groupuscules de rebelles du CNDD qui les attaquent aux génocidaires rwandais dissimulés dans les camps de réfugiés. Sachant cela, pourquoi le Secrétaire général, n'a-t-il pas proposé plutôt une force internationale africaine non issue de la région et qui remplirait les fonctions assumées par les soldats zairois dans les camps de réfugiés au Zaïre (Goma, Uvira, Bukavu)? Le canadien Marc Faguy, nouveau représentant de l'ONU ne cesse de sonner l'alarme, et montre qu'avec 25 000 hommes on peut éviter un massacre horrible. Mais le Conseil de sécurité somme M. Ghali de s'assurer plutôt du suivi de questions humanitaires. On notera une fois de plus que dans ce type de dossier, tant que les exactions se déroulent en toute impunité elles ont tendances à se reproduire indéfiniment

Sur ces faits troublants arrive à point nommé un rapport²⁷, en embargo avant le 12 mars. Ce texte à l'initiative de DANIDA et du Danemark avec 52 experts, un comité de 19 pays donateurs, ainsi que des institutions internationales, et ONG, de l'OCDE, dont le Canada²⁸, et aucun pays d'Afrique mais une poignée de ses consultants²⁹, aboutit

²⁵ Putschistes amnistiés et le travail de la Commission internationale en souffre, Communiqué 61, Büro, Postfach Bonn, 18-3-96

²⁶ Pourtant une lettre du ministère de la défense au Président datée du 26 Février 1996 signale que des civils et des militaires sont massacrés chaque jour- No 5201080101.22.0

²⁷ The International Response to Conflict and Genocide: Lessons from the Rwanda Experience, Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda, Royal Danish Ministry of Foreign Affairs, Copenhagen, 1996

²⁸ Le Canada a favorablement accueilli ce rapport comme l'a annoncé le 11 mars Pierre Pettigrew, Ministre de la Coopération internationale et Responsable de la Francophonie, Communiqué, 96-05, ACDI, Ottawa, le 11 mars 1996